

# La droite et l'évidence

LE MONDE | 16.12.1981 | Paul Sérant

**La parole, aujourd'hui, est à l'opposition. Monique Pelletier la presse de montrer les véritables voies du progrès face à une majorité prisonnière, d'après elle, de son utopie. Et Raymond Triboulet reproche au premier ministre de n'avoir rien appris depuis 1936. Mais Paul Sérant se pose un peu la même question à propos de la droite : ce n'est pas seulement, selon lui, parce que sa propagande était mauvaise qu'elle a perdu les élections, mais parce que la réalité ressemblait de moins en moins à son discours. Jacques Madaule, homme de gauche, rappelle le bon usage de l'opposition et de l'alternance.**

EST-CE vraiment, comme le croit Louis Pauwels, parce que la droite faisait mal sa propagande que Mitterrand l'a emporté sur Giscard ? Où, comme le croit Alice Saunier-Seïté, parce que la " marxisation " de l'enseignement s'était poursuivie ces dernières années ? J'avoue que j'ai peine à le croire.

L'ancienne majorité n'a pas manqué d'hommes de talent pour défendre sa cause. Dès 1971, Louis Pauwels lui-même obtenait, par sa *Lettre aux gens heureux*, un succès de masse qui s'est ensuite confirmé avec *Le Figaro-Magazine*. Des éditorialistes tels que Jean Cau, Jean Dutourd et Michel Droit se faisaient, eux aussi, fort bien entendre du grand public. L'apparition de la " nouvelle droite " émut sans doute dans les milieux intellectuels, mais beaucoup moins l'électoral dans son ensemble. On comptait peut-être moins de libéraux que de marxistes dans l'enseignement, mais les " apolitiques " y étaient aussi nombreux que les autres, et il n'est pas prouvé que les élèves émettent nécessairement le même vote que leurs maîtres. Et Giscard apparut, jusqu'au bout, beaucoup plus à l'aise dans l'argumentation que son adversaire de gauche.

Si la majorité des Français ont choisi Mitterrand, c'est plutôt, me semble-t-il, parce que la réalité correspondait de moins en moins aux affirmations des gouvernants et de leurs amis.

Giscard s'était présenté, se présentait toujours comme un chef d'État soucieux d'" humaniser " une société française demeurée par trop conservatrice. Mais s'il se démarquait de la droite traditionaliste, c'était au profit d'une droite technocratique, plus efficace et plus puissante que l'autre, sans doute, mais encore moins généreuse. Le pays eut ainsi le sentiment que le changement - si changement il y avait - ne s'exerçait guère qu'au profit de milieux favorisés, dont les privilèges se consolidaient et s'amplifiaient.

## L'étatisme

Lorsque la dégradation économique devint trop évidente, une autre argumentation fut avancée. Nous avons une conjoncture difficile, c'est vrai, déclarait-on en substance, mais nos chances sont intactes, parce que nous demeurons une société de liberté. Si jamais le collectivisme l'emporte, la situation économique et sociale ne fera que s'aggraver, et la tyrannie étatique empêchera d'y porter remède.

Certes, les Français n'apprécient guère l'étatisme. Mais ils en souffraient déjà depuis pas mal de temps. Ils se dirent qu'à tout prendre un étatisme orientant son effort au profit des catégories les plus modestes valait mieux qu'un étatisme un peu trop " élitiste ". Même si certains sont aujourd'hui déçus, ils ne pensent pas s'être trompés sur ce point.

De même, si les Français n'aspirent généralement pas au totalitarisme, ils ne purent croire que celui-ci les menacerait davantage avec Mitterrand qu'avec Giscard. Le temps où seule la droite dénonçait l'inhumanité du système soviétique, tandis que la gauche minimisait ou même contestait cette inhumanité, était depuis longtemps révolu. Giscard s'était signalé par une volonté de maintien et d'amélioration des relations franco-soviétiques si poussée qu'elle le conduisit à refuser de recevoir un jour des dissidents soviétiques en péril. Sans doute, Mitterrand pratiquait une alliance électorale avec les communistes, - mais il ne leur faisait aucune concession quant à la question des libertés fondamentales. M. Reagan lui-même, qui s'était inquiété d'un glissement de la France vers une politique de complaisance envers l'U.R.S.S., fut rapidement apaisé après le succès de la gauche. Bien entendu, l'opposition de droite peut soutenir qu'on a mal compris ses positions théoriques que, par exemple, la méritocratie est plus réellement équitable que la médiocratie. Encore faut-il que ceux à qui l'on s'adresse aient la possibilité de donner le meilleur d'eux-mêmes. Il n'en est pas ainsi dans une société où la réussite matérielle s'exerce trop souvent au détriment de la qualité et du bien public. Ceux qui, dès la victoire de la gauche se sont rués vers les " paradis fiscaux " n'étaient pas des incapables, mais en quoi leurs capacités servaient-elles l'intérêt général ?

Non, l'ancienne majorité n'a pas eu des avocats malhabiles: mais l'heure vient parfois où les plus habiles défenseurs ne peuvent plus ruser avec l'évidence.

**Paul Sérant**